

Sommet de Dar : "le salut du peuple burundais ne viendra que de lui-même"

Le Pays, 1er juin 2015 Sommet de Dar es-Salaam sur le Burundi : Que peut la confrérie des sorcières contre l'une des leurs ? Dar-es-Salam, la capitale de la Tanzanie, a accueilli, en l'espace d'un mois, son 2^e sommet sur la crise burundaise. Cette fois, le maître de Bujumbura n'y a pas pris part. Les raisons avancées par son porte-parole pour justifier son absence du sommet, ne volent pas haut. Elles sont aussi spectaculaires que choquantes. Il est en effet indécemment de dire que Nkurunziza est occupé à battre campagne au point de ne pas pouvoir se rendre à un sommet où l'avenir de son pays est en discussion.

Cette absence se présentait a priori comme un manque de respect vis-à-vis des autres chefs d'Etat de la communauté des Etats de l'Afrique de l'Est. Mais les enjeux (pour l'avenir même de ces têtes couronnées) valaient bien plus irrévocable ! La vérité est que le porte-parole du satrape de Bujumbura ne pouvait pas avouer que son maître a eu peur de sortir du pays. « Chat chaud craint l'eau froide », dit la sagesse. Les attentes de l'opposition et de la civilisation burundaise sont bien différentes Nkurunziza qui a failli perdre son fauteuil la première fois où il s'est rendu à Dar-es-Salam en Tanzanie, pour discuter de la même crise, ne voulait plus prendre le moindre risque. Toute chose qui prouve le souhait qu'il y a de la frilosité chez le président burundais, malgré l'image de sorcier qu'il tente de donner par sa maîtrise pas les choses comme il veut le faire croire car, en dépit de la répression sauvage des manifestants par les forces qui lui sont fidèles, la contestation reste active. Cela dit, au sortir de ce sommet, les chefs d'Etat de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est, réunis au chevet du Burundi, n'ont trouvé, comme seule potion pour remettre le malade sur pied, qu'un report des élections. Rien de plus. Sur la table des chefs d'Etats, deux options avaient été proposées par les ministres des affaires étrangères, venus baliser le terrain. La première était de reporter les élections et ouvrir une période transitoire sans Nkurunziza, moyennant l'acceptation de certaines conditions par l'opposition, toutes tendances confondues. La deuxième consistait à reporter les élections avec des conditions très strictes de respect de la liberté des médias et de la garantie d'un scrutin ouvert. Finalement le sommet a opté pour le maintien de Nkurunziza dans la course pour un troisième mandat. Quelle honte ! Les attentes de l'opposition et de la société civile burundaise vis-à-vis de ce sommet sont bien différentes. Mais, pour dire vrai, il ne fallait pas s'attendre au miracle. Le peuple burundais n'avait aucune raison de compter beaucoup sur les chefs d'Etats de la région. Que pouvait-on en réalité espérer de ces princes rognants qui, en dehors du Tanzanien, auront montré toute leur aversion pour la démocratie ? Faire le procès de Nkurunziza aurait été, pour eux, se tirer une balle dans le pied. Dans de telles conditions, on a envie de se demander ce que peut une confrérie de sorcières contre l'une des leurs ? Rien ! Bien au contraire, ces sorcières travailleront plutôt à préserver les intérêts de chaque membre. Remonter les bretelles au président burundais aurait été, pour chacun de ces satrapes, se mettre dans une posture difficile. En vérité, tous autant qu'ils sont, souhaitent, en secret, que Nkurunziza triomphe des contestataires burundais. Car si Nkurunziza tombe, ils tomberont. Il fallait donc être bien naïf pour croire que l'Ougandais Museveni (une « calamité » démocratique), Rwandais Kagame qui a eu aussi un troisième mandat, pour ne citer que ceux-là, indiqueraient la porte de sortie à Nkurunziza. C'est au peuple burundais d'ajuster hâter que, de montrer qu'il a conscience qu'il ne peut compter surtout que sur lui-même. C'est dire si le salut du peuple burundais ne viendra que de lui-même. Les manifestants burundais ne doivent donc pas baisser la garde. D'autant qu'il est de plus en plus notoire que la seule solution pour venir à bout d'un dictateur, c'est la rue. Le peuple burkinabè l'a bien compris. Comme le disait Thomas Sankara, le la révolutionnaire d'août 1983 au Burkina : « L'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne peut s'apitoier sur son sort. Cet esclave répandra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libre ». C'est au peuple burundais d'ajuster montrer qu'il a pleinement conscience qu'il ne peut compter d'abord et surtout, que sur lui-même. C'est à lui qu'il est capable d'assumer pleinement sa révolte en vue de briser les chaînes de la dictature Nkurunziza. C'est refuser d'aller vers les portes de l'enfer que lui ouvre Nkurunziza. Il ne doit pas flancher dans ce combat. Et le soutien de certains pays européens, au premier rang desquels la Belgique et l'Union européenne elle-même, doit raffermir son combat et sa détermination. Il convient d'ailleurs de saluer au passage le courage et la fermeté de ces partenaires du Burundi, face aux dérives du régime Nkurunziza. Convaincues de la noblesse de leur lutte, la société civile et l'opposition politique burundaises doivent continuer à rester mobilisées. Elles ne doivent pas se laisser distraire par quelque promesse sans lendemain du camp Nkurunziza. C'est au prix d'une telle vigilance et d'une mobilisation sans faille les contestataires auront raison de Nkurunziza et de sa folie « pouvoiriste ». Ndlr : Le Pays est un quotidien d'un groupe de presse privé du Burkina Faso